**PROCÈS-VERBAL
SÉANCE RÉGULIÈRE DU 13 JANVIER 2025**

Le lundi 13 janvier 2025 à 20h00 s'est tenu au bureau municipal de Sainte-Jeanne-d'Arc, la séance régulière du conseil sous la présidence de madame Denise Lamontagne, mairesse.

Étaient présents et formaient quorum, madame Anny-Pier Routhier, messieurs Pierre Boudreault, Michel Chiasson, Berthold Allard, Claude Kenty et Rogatien Boulianne.

Était également présent monsieur Sébastien Desrosiers, directeur général, greffier-trésorier.

25.01.001 LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Il est proposé par madame Anny-Pier Routhier, **et accepté à l'unanimité**, d'adopter l'ordre du jour tel que présenté et qu'il y ait possibilité d'y inscrire de nouveaux items jusqu'à épuisement de l'ordre du jour.

25.01.002 LECTURE ET ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 2 DÉCEMBRE 2024

Il est proposé par monsieur Rogatien Boulianne d'exempter le conseil de lecture du procès-verbal de la séance ordinaire du 2 décembre 2024 et de l'accepter tel quel.

Accepté à l'unanimité.

25.01.003 LECTURE ET ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU BUDGET 2025 DU 16 DÉCEMBRE 2024

Il est proposé par monsieur Berthold Allard d'exempter le conseil de lecture du procès-verbal de la séance du budget 2025 du 16 décembre 2024 et de l'accepter tel quel.

Accepté à l'unanimité.

25.01.004 LECTURE ET ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2024

Il est proposé par monsieur Pierre Boudreault d'exempter le conseil de lecture du procès-verbal de la séance extraordinaire du 16 décembre 2024 et de l'accepter tel quel.

Accepté à l'unanimité.

25.01.005 LISTE DES COMPTES – LISTE NO 12 – DÉCEMBRE 2024

Il est proposé par monsieur Michel Chiasson,

D'entériner la liste de comptes numéro 12, décembre 2024, au montant total de **133 563.36\$**, démontrant une liste des comptes payés au montant de **42 457.68\$**, une liste des salaires payés au montant de **31 128.44\$**, une liste

des comptes à payer au montant de **59 977.24\$** et d'autoriser la greffière-trésorière adjointe à payer les comptes.

Adopté à l'unanimité.

25.01.006 CORRESPONDANCE

- a) **Il est proposé par** monsieur Pierre Boudreault d'offrir une contribution de **5 000\$** à l'OBNL Farwest'ival au Domaine du Ranch dans le cadre de la 5^{ième} édition du Farwest'ival. **Accepté** à l'unanimité.

- b) **Il est proposé par** monsieur Claude Kenty d'accorder un don de **600\$** à l'AFÉAS en contrepartie des sommes perçus en 2024 pour l'occupation des locaux au centre Gaétan-Bonneau. **Accepté** à l'unanimité.

- c) L'équipe Les Libellules ont demandé la gratuité de la grande salle du centre communautaire pour leurs activités de financement concernant le défi Rose des Sables. **Refusé** à la majorité. Résultat du vote : **1 pour et 5 contre**.

**25.01.007 ADOPTION DU RÈGLEMENT NUMÉRO 258-2024
ÉTABLISSANT LES TAUX DE TAXES, LES TARIFS DE
COMPENSATION ET LES TARIFS D'AUTRES SERVICES
MUNICIPAUX POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2025**

ATTENDU QUE la Municipalité de Ste-Jeanne-d'Arc a adopté, lors d'une séance extraordinaire de son conseil municipal tenue le 16 décembre 2024 (résolution numéro 24.12.174), les prévisions budgétaires pour l'année 2025 dont les revenus totalisent 2 151 198 \$;

ATTENDU QUE toute municipalité locale peut, conformément aux dispositions des articles 244.29 et suivants de la Loi sur la fiscalité municipale, fixer pour un exercice financier plusieurs taux de la taxe foncière en fonction des catégories auxquelles appartiennent les unités d'évaluation;

ATTENDU QUE le conseil de la municipalité de Ste-Jeanne-d'Arc doit décréter un taux de taxe foncière générale suffisant afin de régler les dépenses adoptées au budget 2025;

ATTENDU QU'en plus de la taxe foncière, le conseil peut, conformément aux dispositions des articles 244.1 et suivants de la Loi sur la fiscalité municipale, fixer des tarifs pour les services qu'elle fournit sur son territoire ainsi que pour l'utilisation de certain biens municipaux;

ATTENDU QU'un avis de motion du présent règlement a été donné lors de la séance extraordinaire du conseil tenue le 16 décembre 2024 et qu'un projet de règlement a été déposé et présenté lors de cette même séance ordinaire du 16 décembre 2024;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par monsieur Pierre Boudreault,
Et résolu unanimement :

D'adopter le règlement portant le numéro **258-2024** tel que déposé au conseil municipal.

25.01.008 AJUSTEMENT SALARIAL GREFFIÈRE-TRÉSORIÈRE ADJOINTE

Il est proposé par madame Anny-Pier Routhier,

D'entériner l'ajustement salarial de la greffière-trésorière adjointe au montant de **30\$ de l'heure** et ce rétroactif en date du 1^{er} janvier 2025.

Accepté à l'unanimité.

25.01.009 INDEXATION SALAIRES DES EMPLOYÉS ET DES ÉLUS

Il est proposé par monsieur Berthold Allard,
Et résolu unanimement :

D'autoriser l'indexation de **2%** des salaires des élus tel que dans le règlement numéro **238-2022** sur la rémunération des élus.

D'autoriser également l'indexation de **2%** des salaires des employés tel que prévu à leurs contrats d'embauche excepté celui de l'agent de développement et des loisirs et de la greffière-trésorière adjoint en raison de leurs ajustements salariaux récents.

25.01.010 FERMETURE DES ACTIVITÉS DU BAR ST-GEORGES

ATTENDU QUE les opérations du bar St-Georges sont sous la gouverne de la Société de Développement de Ste-Jeanne-d'Arc. Cette dernière recommande au conseil municipal sa fermeture définitive.

Il est proposé par monsieur Rogatien Boulianne,
Et résolu unanimement :

De déclarer officiellement la fin des opérations du bar St-George en date du 31 mars 2025.

25.01.011 DÉPÔT CANDIDATURE MINI-TERRAINS MULTISPORTS DE LA FONDATION IMPACT DE MONTRÉAL

Il est proposé par monsieur Pierre Boudreault,

D'autoriser l'agent de développement et des loisirs à déposer une candidature au nom de la municipalité dans le cadre du projet mini-terrains multisports de la fondation Impact de Montréal.

Accepté à l'unanimité.

25.01.012 DÉMARCHE POUR UNE MEILLEUR COUVERTURE CELLULAIRE

CONSIDÉRANT QUE la couverture cellulaire demeure insuffisante dans plusieurs régions du Québec, limitant l'accès à un service essentiel pour les résidents et visiteurs;

CONSIDÉRANT QUE le gouvernement du Québec s'est engagé à déployer une couverture cellulaire complète sur l'ensemble du territoire d'ici octobre 2026, reconnaissant son importance pour la qualité de vie des citoyens et le développement socio-économique, particulièrement dans un contexte où l'automatisation devient une solution incontournable face à la pénurie de main-d'œuvre;

CONSIDÉRANT QUE des services cellulaires fiables sont indispensables pour garantir l'accès à l'information, aux services de santé, et aux interventions de

sécurité publique, et qu'une couverture déficiente compromet la sécurité des personnes dans les zones à couverture limitée ou en itinérance, notamment en cas d'urgence nécessitant une intervention rapide des premiers répondants;

CONSIDÉRANT QUE la procédure CPC-2-0-17 du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) impose des conditions de licence aux fournisseurs de services cellulaires (FSC), notamment l'itinérance obligatoire, le partage des pylônes et l'interdiction d'exclusivité d'emplacements, afin de favoriser l'accès au réseau pour les abonnés d'un autre FSC lorsqu'un service est disponible;

CONSIDÉRANT QUE cette même procédure n'oblige toutefois pas les FSC à solliciter le service d'un autre fournisseur en cas de couverture inexistante dans une région donnée, limitant ainsi la portée de la mesure;

CONSIDÉRANT QUE le gouvernement du Québec et le CRTC octroient des subventions importantes aux entreprises de télécommunications pour la construction de nouvelles infrastructures cellulaires afin d'améliorer la couverture en région;

CONSIDÉRANT QUE malgré la présence de plus de 8 500 tours cellulaires sur le territoire québécois, l'exclusivité de l'utilisation de ces tours par un seul FSC limite l'accès pour d'autres fournisseurs et constitue un obstacle majeur au déploiement d'une couverture cellulaire optimale pour l'ensemble de la population;

Il est proposé par monsieur Michel Chiasson,
Et résolu unanimement :

DE DEMANDER au Parti libéral du Canada, au Parti conservateur du Canada, au Nouveau parti démocratique du Canada et au Bloc québécois :

- D'inclure dans leur plateforme électorale pour la prochaine élection fédérale l'obligation pour la totalité des compagnies de services cellulaire de conclure des ententes d'itinérance afin que les clients de services cellulaires, peu importe leur fournisseur, puissent bénéficier de la présence de sites cellulaires dans la région où ils se trouvent;

DE TRANSMETTRE copie de cette résolution au ministre des Finances du Québec, M. Eric Girard, responsable de la réalisation de l'engagement gouvernemental d'assurer le service cellulaire dans la totalité du territoire habité dans le présent mandat;

DE TRANSMETTRE copie de cette résolution aux dirigeants des entreprises de télécommunication, notamment BCE (Bell), Vidéotron, Rogers, TELUS et Cogeco.

25.01.013 ENGAGEMENT POUR L'AGRICULTURE, LA RELÈVE ET L'AVENIR DE NOS ENTREPRISES AGRICOLES

CONSIDÉRANT que depuis plusieurs décennies, les productrices et producteurs agricoles ont à cœur de nourrir le monde avec détermination et passion, et ce, malgré tous les défis rencontrés à travers le temps.

CONSIDÉRANT que l'agriculture est aujourd'hui à un tournant de son histoire : plus que jamais la diversité de nos modèles agricoles est remise en question. La conjoncture des paramètres économiques, environnementaux, climatiques et sociaux rend extrêmement vulnérables l'avenir de notre agriculture et notre capacité à assurer l'autonomie alimentaire du Québec.

CONSIDÉRANT que les femmes et les hommes qui nourrissent la population doivent être au cœur d'un projet de société leur permettant d'exercer leur

métier avec des critères de viabilité, des filets de sécurité performants et un cadre soutenant une durabilité environnementale progressive.

CONSIDÉRANT que depuis des décennies, ils travaillent de concert avec les gouvernements successifs pour construire ce qu'est l'agriculture québécoise d'aujourd'hui : une des plus performantes en Amérique du Nord, la plus structurée collectivement, la plus familiale et en communion avec les demandes sociétales et les impératifs environnementaux.

CONSIDÉRANT que la population a plus que jamais à cœur que l'agriculture se poursuive dans ce nouveau contexte, pour que la relève, les terres agricoles et les fermes familiales de nos milieux soient encore là dans 100 ans pour nous nourrir sainement et prendre part activement à la résilience et à la vitalité économique de nos territoires.

CONSIDÉRANT que dans le cadre de l'actualisation de la Politique bioalimentaire 2018-2025 et de la Consultation nationale pour le territoire et les activités agricoles – Agir pour nourrir le Québec de demain, menées par le Gouvernement du Québec, la province est à moment décisif et nous devons saisir les occasions pour assurer l'avenir d'une agriculture viable et durable.

CONSIDÉRANT que la communauté agricole et agroalimentaire du Saguenay-Lac-Saint-Jean interpelle les élu(e)s des municipalités de la région pour :

- Visionner le court métrage « [Habiter la terre](#) », qui raconte principalement l'histoire rurale québécoise;
- Placer les entrepreneuses et entrepreneurs agricoles au centre des orientations déterminantes à prendre par les autorités publiques.

Pour ces motifs, il est proposé par monsieur Berthold Allard,
Et résolu unanimement :

Que la municipalité de Sainte-Jeanne-d'Arc s'engage pour l'agriculture, la relève et l'avenir de nos entreprises agricoles et appellent à un élan collectif des citoyens et du gouvernement, afin qu'ils priorisent ce besoin si fondamental pour la société québécoise : **SE NOURRIR**.

25.01.014 BUDGET RÉVISÉ 2024 ET BUDGET 2025 OMH MARIA-CHAPDELAINE

Il est proposé par monsieur Claude Kenty,

D'accepter le budget révisé 2024 et le budget 2025 de l'OMH Maria-Chapdelaine tel que présenté au conseil municipal.

Accepté à l'unanimité.

25.01.015 CALENDRIER DES SÉANCES ORDINAIRES 2025

CONSIDÉRANT QUE l'article 148 du Code municipal du Québec prévoit que le conseil municipal doit établir, avant le début de chaque année civile, le calendrier de ses séances ordinaires pour la prochaine année, en fixant le jour et l'heure du début de chacune;

Il est proposé par madame Anny-Pier Routhier,
Et résolu unanimement :

D'adopter le calendrier ci-après relativement à la tenue des séances ordinaires du conseil municipal pour 2025, qui se tiendront le lundi et qui débiteront à 20h00 :

- 13 janvier
- 3 février
- 3 mars
- 14 avril
- 12 mai
- 2 juin
- 14 juillet
- 11 août
- 8 septembre
- 6 octobre
- 3 novembre
- 1 décembre

De publier un avis public du contenu du présent calendrier conformément à la loi qui régit la municipalité.

25.01.016 OFFRE DE SERVICES EN RÉCUPÉRATION ADDITIONNELLE DE TPS-TVQ

Il est proposé par monsieur Pierre Boudreault,

D'accepter l'offre de services en récupération additionnelle de TPS-TVQ du bureau Éthier Avocats Inc. aux modalités inscrites à l'entente.

D'autoriser le directeur général à signer tous les documents nécessaires relatif à ce mandat.

Accepté à l'unanimité.

25.01.017 OFFRE DE SERVICES MD ARCHITECTURES

Il est proposé par monsieur Claude Kenty,

D'accepter l'offre de services de MD Architecture pour la mise en plan selon les normes des différentes rénovations prévues au centre Gaétan-Bonneau incluant une nouvelle garderie communautaire.

D'autoriser le directeur général à signer tous les documents nécessaires relatif à ce mandat.

Accepté à l'unanimité.

25.01.018 VARIA

- a) **Il est proposé par** monsieur Michel Chiasson d'offrir une commandite au montant de **1 000\$** au Demi-Marathon des Bleuets dans le cadre de son offre de partenariat pour l'édition 2025. **Accepté** à l'unanimité.

25.01.019 PÉRIODE DE QUESTIONS;

Monsieur Yannick Tremblay est venu nous faire part de son projet de coopérative donnant suite à son événement du 20 décembre dernier. Monsieur Donald Fleury remercie le conseil municipal pour son implication dans l'édition 2025 du Favwest'ival.

**** LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE**

À 21h23, madame Anny-Pier Routhier propose la levée de l'assemblée.

Accepté à l'unanimité.

Denise Lamontagne,
Mairesse

Sébastien Desrosiers,
Directeur général, greffier-trésorier